

Non, M. Puil, tout ne va pas bien dans le logement à Rennes

Le Vice-président de Rennes Métropole délégué à l'habitat, au logement et aux gens du voyage a répondu à l'émoi provoqué par l'affaire du squat de la rue de Châtillon par un plébiscite sur la politique du logement à Rennes.

En bref : tout va bien, il y a assez de logements, ils ne sont pas chers. Voilà **un discours qui montre la distance des élites rennaises au pouvoir depuis 1977 avec la réalité du vécu des Rennais.**

Quelques points : 13 000 demandes de logements sociaux ne sont pas satisfaites chaque année sur Rennes. En moyenne il faut plus d'un an (14,3 mois) pour obtenir un logement, même si on remplit les critères d'attribution - ce qui ne concerne pas les étrangers.

Entre 1982 et 2012, le parc social a augmenté de 10 000 logements à Rennes mais après une stagnation en-

tre 1990 et 2004. Le parc social représente 29,6% du parc immobilier en 2012 contre 28,8 en 1982 ! Autant dire que **les mises en construction sont nettement insuffisantes et ne suivent pas l'augmentation de la population.**

Le prix moyen hors logement social est de 479€ le m² mais plus de 800€ pour loger une famille (T4), en location. Comment se loger avec les salaires très bas que touchent plus du tiers des Rennais ? En moyenne dans l'agglomération le coût du logement représente 25% des revenus. Une charge insupportable quand on gagne les minimas sociaux.: 1/3 pour les salariés au SMIC. Les 60 000 étudiants ont de plus en plus de mal à se loger et doivent y consacrer plus du tiers de leurs revenus.

On nous reproche de vouloir occuper les logements vides mais ils représentent 5,8% du parc immobilier rennais : **plus de 5000 logements vacants** qui pourraient désengorger les files d'attente. La municipalité préfère payer des chambres dans plusieurs hôtels rennais pour accueillir les familles à la rue... Et ce seulement quand il y a des enfants en bas âge ...

Pour ceux qui souhaitent et peuvent devenir propriétaires c'est l'exode vers la périphérie : le prix d'achat des logements sur Rennes-ville a augmenté de l'indice 100 en 1998 à l'indice 230 en 2015. Les dernières études de Rennes-Métropole montrent que les 30-49 ans sont aujourd'hui chassés hors de la métropole pour trouver à se loger (plus 15% de la part des 30-49 ans hors métropole contre -0.4% sur Rennes, avec les conséquences que l'on connaît sur la circulation et la pollution).

Les choix de la municipalité, la volonté politique de laisser faire le marché, l'absence de politique de construction massive de logements sociaux créent une situation de tension pour se loger à Rennes.

Il faut :

- Réquisitionner les logements vides
- accroître la production de logements sociaux à Rennes
- préempter les terrains disponibles pour la construction de logements sociaux
- bâtir des logements étudiants municipaux
- bâtir des lieux d'accueil avec logements pour les sans abris.

Rennes - Chatillon, il n'y a pas « d'affaire Maryvonne »,

La presse, avec Ouest-France en tête, a développé ces derniers temps « l'affaire Maryvonne ».

La situation de cette octogénaire a été montée en épingle par une partie de la presse et par l'extrême droite.

Ne nous y trompons pas, la réalité est qu'une quinzaine de précaires sans logement ont décidé il y a maintenant plus d'un an et demi de rompre avec la résignation et d'occuper une maison inhabitée depuis plus de sept ans qui n'était pourtant pas habitable, rue de Chatillon à Rennes. Ils l'ont rénovée par leur propre moyen pour y vivre décemment. Alors qu'aucune solution de relogement n'est proposée, nous ne pouvons qu'être solidaires de ces courageux-ses squatteur-se-s.

Les 1er et 4 mai, des groupuscules fascisants ont menacé par la force ces habitant-e-s pour qu'ils quittent leur logement. La presse, la maire de Rennes, tout comme l'UMP, au lieu de dénoncer ces intimidations scandaleuses dans lesquelles la famille de Maryvonne n'est pas innocente, ont préféré faire le jeu de l'extrême droite en dénonçant le droit légitime au logement pour toutes et tous.

Malgré cet échec, la situation de ces habitant-e-s est inacceptable, les prochains jugements de leur situation risquent de les renvoyer vers une situation des plus précaires avec une expulsion sans relogement...

Face à une société de plus en plus injuste, face aux loyers excessifs, face aux politiques du logement en faveur des plus favorisés (îlot Alma, Mail...), face à l'absence de lieux d'accueil pour les sans logis, les sans papier, face à la spéculation immobilière... toutes et tous ensemble, développons la solidarité, expropriions et réquisitionnons tous les logements vides, plus personne à la rue !

Retrouver le dossier du collectif antifa rennais sur le sujet : <http://www.antifabzh.lautre.net>.



Philippe POUTOU à Rennes

Judi 28 mai à 20h

Salle de la Maison de Quartier de Villejean

Arrêter l'EPR et sortir du nucléaire !

Dangereux et inutile, l'EPR en construction sur le site de Flamanville doit être abandonné immédiatement.

L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a révélé récemment de graves anomalies dans la composition de l'acier de certaines zones du couvercle et du fond de la cuve de ce réacteur nucléaire. Cette anomalie, qualifiée de "sérieuse, voire très sérieuse" met en cause la fiabilité de ce "composant crucial". Le chantier a déjà accumulé un retard énorme. Sa mise en service, prévue en 2012, a déjà été repoussée en 2017, date désormais intenable. Dans le même temps, les coûts ont explosé, passant 3,3 à 8,5 milliards d'euros, montant qui serait évidemment dépassé.

Il est plus que temps d'imposer l'arrêt de la construction de ce nouveau réacteur.

D'autant que dans un rapport caché et rendu public par Médiapart, l'ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) démontre la possibilité de passer à 100 % d'énergies renouvelables en 2050. Cette démonstration coupe l'herbe sous les pieds du lobby nucléaire qui souhaitait profiter de la conférence sur le climat pour vanter le nucléaire comme moyen de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et comme solution au réchauffement climatique.

Sortir du nucléaire, sortir des énergies fossiles (charbon, pétrole), privilégier la sobriété et l'efficacité énergétiques et passer aux renouvelables est techniquement et socialement possible. Aux mobilisations de l'imposer, le NPA en sera pleinement partie prenante.

Pour aller plus loin: <http://www.npa2009.org/arguments/8-pages-npa-comment-sortir-du-nucleaire>



La Marche des Fiertés LGBTI (lesbienne, gay, bi, trans et inter-sexe) de Rennes (également connue sous le terme « gay pride ») constitue un événement populaire, engagé, citoyen, militant et marquant au sein de la capitale bretonne. La Marche des Fiertés est avant tout un levier pour faire avancer une société du respect et pour faire reculer les discriminations touchant les personnes LGBTI.

Ce jour de liberté, cette journée de revendications permettra à chacun-e d'être présent-e sur l'espace public quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre, alors rendez-vous le **6 Juin prochain à 14 h sur l'Esplanade Charles de Gaulle à Rennes !**

Rejoignez le cortège politique, radicale et unitaire réclamant la PMA pour toutes, l'ouverture du don du sang pour les LGBTI, le changement d'état-civil sur simple demande pour les trans, l'augmentation des moyens pour les foyers d'accueil des jeunes, pour les associations, le droit d'asile pour tou-te-s les LGBTI persécuté-e-s...



Marche mondiale contre Monsanto



Le 23 mai 2015, dans une cinquantaine de pays et plus de 25 villes françaises, des milliers de personnes marcheront à nouveau contre Monsanto et consorts (Bayer, Syngenta, les multinationales des OGM et des pesticides). Toutes et tous dans la rue pour condamner ce modèle agricole accro à la chimie et aux manipulations du vivant, imposé au détriment des peuples et des paysans qui les nourrissent !

Le NPA Rennes se joindra à la marche contre Monsanto de Rennes à 14H au départ de la mairie et appelle largement à y participer pour réclamer :

Un changement de modèle agricole ! Le modèle intensif des Monsanto et consorts détruit l'emploi dans l'agriculture comme dans l'agroalimentaire, détruit l'environnement, pose des problèmes de santé publique tout en produisant des aliments de qualité médiocre. Il est grand temps de s'orienter vers une agriculture paysanne, une agriculture qui respecte les travailleur-euse-s et la na-

ture et qui produisent localement des aliments de qualité, sans OGM, à un prix accessible pour toutes et tous.

Assez d'empoisonnement ! En mars 2015, le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé classait le Roundup de Monsanto, l'herbicide le plus vendu au monde et indissociable de la culture des OGM, comme « probablement cancérigène ». Nous exigeons la prise en compte des études indépendantes sur les conséquences toxiques des OGM, pesticides et hormones de croissance, sur notre santé et sur l'environnement, ainsi que l'attribution de budgets publics permettant l'indépendance totale de la recherche sur ces sujets. Nous réclamons le retrait immédiat des produits toxiques abusivement présents sur le marché, pour agriculteurs ou jardiniers, et plus particulièrement le Roundup et les néonicotinoïdes tueurs d'abeilles.

Réapproprions-nous les biens communs, contre les intérêts privés d'une

minorité ! Nous exigeons la cessation immédiate des brevets sur les semences et le vivant, régulièrement entachés de biopiraterie, et la liberté d'usage des semences de ferme, ainsi que leur échange entre jardiniers amateurs, car il est inacceptable que des entreprises privées aient la mainmise sur une diversité génétique qui appartient à toute l'humanité, qui est le fruit d'un savoir-faire millénaire, et qui constitue la source de toute alimentation humaine. Il est inadmissible que dans de nombreux pays, particulièrement du Sud, les « lois semencières » dictées par les multinationales menacent la souveraineté alimentaire et criminalisent, comme de vulgaires voleurs, les paysans et paysannes qui produisent et échangent des semences traditionnelles.

Ne laissons pas notre santé, notre avenir aux multinationales, prenons la rue, toutes et tous à Rennes à 14h place de la mairie pour la marche contre Monsanto !

Pas de justice, pas de paix

A Clichy-sous-Bois en 2005, 3 jeunes qui revenaient du foot sont pris en chasse par la BAC, se réfugient dans un transformateur électrique: deux d'entre eux, Zyed Benna et Bouna Traoré meurent électrocutés. Ce décès sera à l'origine de l'embrasement social des quartiers populaires. Il faudra plus de 10 ans pour que la justice rende son jugement.

Et ce lundi 18 mai le tribunal correctionnel de Rennes a tranché: les 2 policiers mis en examen pour "non assistance à personne en danger" sont relaxés. Le juge ose même dire que "Si [le policier en question] avait eu conscience d'un péril grave et imminent, il n'aurait pas manqué de réagir". Pourtant lors d'une communication radio avec le central, l'un des policiers qui pourchassaient Zyed et Bouna avait bien dit "S'ils entrent sur le site EDF, je ne donne pas cher de leur peau."

Une nouvelle fois, des policiers bénéficient d'une

impunité judiciaire, sont traités comme des citoyens au-dessus des lois. Cette décision est scandaleuse, elle est le **symbole d'un État policier** qui se moque des libertés publiques.

Beaucoup s'émeuvent de la situation policière aux USA, mais nous devons aussi regarder ce qui se passe dans les mouvements sociaux et tous les jours dans les quartiers populaires. Le **NPA se battra toujours contre les violences policières** et la justice à deux vitesses. « La police assassine, la justice acquitte ». Jusqu'à quand?



SUIVEZ L'ACTUALITÉ POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
<http://www.anticapitaliste-35.org>

Collège : La réforme libérale d'un PS bunkérisé

Ainsi soit-il ! Le PS passe en force sur la réforme du collège alors que la mobilisation a été la plus forte depuis des années lors de la grève du 19 mai. Tout a été bon : ajouter les enseignants du privé et du public pour minorer le taux de grévistes (le privé n'était pas concerné par le mot d'ordre) prendre les chiffres de tous les enseignants des collèges et non seulement ceux de service ce jour là ... Bref il fallait démontrer l'inverse de la réalité. Et imposer une réforme libérale (voir complément sur le site) . Le PS vit hors-sol, il impose ses choix dans la plus pure tradition antidémocratique des gouvernement de la cinquième République ...

De quoi souffre le collège ?

Le collège souffre de trois maux :

- ◆ L'hétérogénéité des élèves de plus en plus forte – conséquence de la crise, des désespérances sociales, des inégalités sociales, des politiques continues d'économies budgétaires.
- ◆ Des effectifs par classe de plus en plus élevés – conséquence de la croissance démographique et des politiques d'économies budgétaires
- ◆ Des réformes successives visant à diminuer le nombre de profs et donc d'heures de cours ... en chargeant des programmes devenus infaisables. [attention pour certaines matières c'est aussi éliminer certains pans du programme et envoyer des élèves encore moins prêts au lycée, exemple en maths suppression de la trigo et de la géométrie en 3ème...]

Le collège souffre surtout du système de sélection car **le collège trie**. En fin de troisième les élèves iront soit en lycée général (la voie royale de la bourgeoisie), en lycée technologique, en lycée professionnel (aux formations non pas choisies mais imposées en fonction des places ...) et ceux qui échappent et sont éjectés en cours de route car « inadaptés ». Ils seront orientés dès le collège vers des options déterminantes pour cette sélection, souvent en fonction de leurs « facilités naturelles » autrement dit du milieu d'origine...

= un enseignement commun pour des publics divers sans donner les moyens d'un accueil différencié, d'une aide spécifique pour aider tout les élèves qui en ont besoin.

De quoi le collège a-t-il besoin ?

- ◆ De temps pour les profs et les élèves : temps pour former et se former, temps pour réfléchir et se concerter, temps pour aider, temps pour accompagner et offrir à ceux qui en ont le besoin les moyens d'acquérir les connaissances...
- ◆ De moyens : diminuer les effectifs, dédoubler, aider en petit groupe ceux qui en ont besoin (et non toute la classe comme dans la réforme), des moyens pour se concerter, mettre en œuvre les projets ...

Que fait la réforme ?

Elle applique les directives nées du processus de Lisbonne : trier et harmoniser.

- ◆ Un socle de connaissances évalué par compétences dans une logique curriculaire ! C'est une réforme libérale. Le socle pour tous est un minimum vital fait de compétences simples pour s'adapter aux besoins de la société et du marché. La logique curriculaire développe des « objets d'étude » étudiés par différentes matières. Mais les thèmes sont imposés et les disciplines choisies par le chef d'établissement en fonction des moyens attribués et des choix qu'il fait
- ◆ Le renforcement des hiérarchies intermédiaires (profs choisis par le chef d'établissement pour encadrer les collègues d'une discipline ou d'un niveau
- ◆ -Liberté de choix des horaires au long d'un cycle ... par le chef d'établissement...

Le fond de la réforme est simple : hiérarchie, économie, autonomie des chefs d'établissement possibilité d'intervention des institutions locales dans les projets. Rien de ce qui est nécessaire mais tout ce que veulent les libéraux de la bureaucratie bruxelloise. Un système qui renforce les inégalités sociales et la compétitivité (donc les inégalités) entre les établissements. Alors mobilisons-nous pour faire échec à la réforme, il faut préparer une grève générale des collèges !

Notre hebdomadaire **l'Anticapitaliste** est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !
<http://www.npa2009.org/node/40123>



Philippe POUTOU

RENNES

Judi 28 Mai à 20h00
maison de quartier de Villejean



Pour prendre contact avec le NPA à Rennes
npa.rennes@anticapitaliste-35.org